## POLÉMIQUE AUTOUR DU CHOIX PORTÉ SUR HAMEL COMME ÉMISSAIRE DU PRÉSIDENT

# Les éclaircissements d'un sénateur d'In Salah

***Le choix porté sur le DGSN Abdelghani Hamel comme émissaire du président de la République auprès de la population d'In Salah a suscité beaucoup d'interrogations. Surtout, qu'aucun communiqué de la présidence n'en a fait état. Abbas Bouamama, sénateur RND de la région d'In Salah, livre des éclaircissements.***

Une vive polémique s'est installée au lendemain de la visite du général-major Abdelghani Hamel à In Salah, où il a rencontré les représentants des manifestants anti-gaz de schiste, en qualité d'émissaire du président de la République. Vu la nature du problème, les premières interrogations sont celles de savoir «pourquoi le patron de la police et non pas un membre du gouvernement ou carrément le Premier ministre ?». Aussi, le choix n'a concerné aucun des nombreux conseillers de Abdelaziz Bouteflika, ou encore ces personnalités qu'il a pour habitude de déléguer comme représentants personnels pour tel ou tel autre évènement. Aussi, le silence de la présidence de la République sur cette mission confiée au DGSN, puisqu'aucun communiqué officiel n'en a fait état. Mieux encore, les médias publics ont parlé d'une visite de travail de Abdelghani Hamel pour inspecter ses structures locales et que la population a profité de sa présence pour lui faire part de ses préoccupations. Abbas Bouamama, sénateur RND de la région d'In Salah, bien au fait des détails de cette visite, livre des éclaircissements. Selon lui, ce que beaucoup de gens ignorent est que Abdelghani Hamel a occupé la fonction de commandant de compagnie de la Gendarmerie nationale dans la région avant d'être porté à la tête du groupement de la GN de la wilaya de Tamanrasset. «C'était le patron de la gendarmerie dans la région entre les années 1980 et 1990, et il avait, déjà à l'époque, de bons rapports avec la population», affirme-t-il. A partir de l'année 2000, Abdelghani Hamel a été nommé à la tête des Groupements des gardes-frontières (GGF), alors qu'il avait le grade de général et ce, avant de devenir chef de la Garde républicaine. «Je me souviens qu'au cours de ses visites d'inspection dans la région, il sommait ses agents gardes-frontières d'être aux soins de la population et de lui venir en aide en cas de besoins en médicaments, eau ou nourriture. Les gens d'In Salah n'ont pas oublié cela», ajoute-t-il.

### «Le gouvernement n'a plus aucune crédibilité dans la région»

Le sénateur RND explique aussi que de toutes les promesses du gouvernement envers le Sud, les populations ont retenu que les seules qui ont été concrétisées sont celles du DGSN. «Lorsque le Sud était en ébullition en avril 2013, Abdelghani Hamel s'est déplacé à Ouargla où il a lancé l'opération de recrutement de 2000 chômeurs dans les rangs de la police. Tamanrasset et la région d'In Salah font partie des wilayas qui en ont bénéficié. Pendant cette période, et de toutes les autres promesses lancées par les différents responsables, c'est la seule que nous avons vue se concrétiser», ajoute-t-il. Toutes ces raisons, selon toujours Abbas Bouamama, ont fait que le choix des premiers décideurs a été porté sur la personne de Abdelghani Hamel. «Les hautes autorités du pays ont toutes ces données et savent très bien qu'il est apprécié dans la région et c'est pour cela que le Président a décidé de l'envoyer à la rencontre de la population. Cette dernière sait que sur la question de l'exploitation du gaz de schiste dans la région, Hamel ne peut être que neutre et que ses préoccupations seront rapportées fidèlement et à la lettre au Président», souligne-t-il. Surtout, conclut notre interlocuteur, que «le gouvernement n'a plus aucune crédibilité aux yeux de la population locale».

**Mehdi Mehenni**

Photo : DR

## MALGRÉ LA VISITE DU DGSN ABDELGHANI HAMEL

# Les manifestations se poursuivent à In Salah

Les manifestations contre l'exploitation du gaz de schiste se sont poursuivies pour leur 19e jour, hier, à In Salah, et ce, au lendemain de la visite dans la région du DGSN, Abdelghani Hamel, en qualité d'émissaire du président de la République. Selon Azzaoui Mohamed, un des huit représentants des manifestants, et qui a rencontré dimanche l'émissaire de Abdelaziz Bouteflika, la protestation ne cessera pas jusqu'à l'arrêt du premier forage expérimental du gaz de schiste de Tidikelt, à 25 km du chef-lieu de daïra. Pour rappel, le général-major Abdelghani Hamel avait promis de porter les doléances de la population au Président.

Les délégués des manifestants, qui ont exigé que la réponse du Président leur soit communiquée à travers la presse, ont expliqué au DGSN que les manifestations se poursuivront jusqu'à satisfaction de leur revendication. La population attendra, ainsi, la décision de Abdelaziz Bouteflika, dans la rue.

**M. M.**

## SANTÉ

# Le Snapap opte pour un sit-in de protestation en février

***Le Snapap à travers sa fédération nationale de santé publique menace de recourir à une démonstration de force «si aucune suite favorable n'est donnée aux revendications portées à la connaissance de la tutelle». Première action envisagée : l'observation d'un sit-in de protestation le 17 février prochain devant le siège du ministère de la Santé.***

**Abder Bettache - Alger (Le Soir) -** Dans une déclaration rendue publique, la Fédération des travailleurs de la santé affiliée au Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap) a brandi la menace de l'organisation d'un sit-in de protestation programmé pour le 17 février prochain devant le siège du département de la santé.

A l'origine de cette montée au créneau des syndicalistes du secteur de la santé, «les promesses non tenues par la tutelle», ce qui suppose, ajoute la même source, «le refus de la tutelle d'engager un véritable dialogue avec les représentants légitimes des travailleurs du secteur de la santé». Dans le document du Snapap, il est clairement indiqué que «la tutelle pousse au pourrissement, sinon comment expliquer son refus d'engager un véritable diagnostic dans le secteur à même de lui permettre de mettre de l'ordre ou encore prendre en charge les revendications des travailleurs notamment les contractuels». La décision d'observer un sit-in de protestation pour le 17 février prochain fait suite à la réunion du conseil national de ladite fédération qui a eu lieu le 18 du mois en cours. Pour rappel, les travailleurs de la santé publique déplorent le fait que «le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière n'ait pas tenu ses promesses quant à la satisfaction de leurs doléances». Les protestataires à travers ce mouvement de grève, exigent « le respect du droit de grève, la classification des infirmiers qualifiés à l'échelle 10, l'entrée en vigueur des primes et des augmentations pour les corps communs, les médecins et les paramédicaux». «La révision du statut particulier des corps communs, ouvriers professionnels, agents et chauffeurs, l'intégration de tous les travailleurs contractuels et ceux exerçant dans le cadre du filet social dans leurs postes respectifs, l'unification du pourcentage des primes et l'indemnité à 40%, ainsi que la révision du statut des paramédicaux, notamment celui des infirmiers qualifiés, de manière à permettre de revoir leur classification», figurent également dans la plate-forme de revendications des travailleurs de la santé publique.

**A. B.**

## OUVERTURE HIER DU 5E CONGRÈS DE L'UGCAA

# Salah Souileh réélu

***Comme attendu, Salah Souileh a été réélu, pour la 3e fois consécutive, secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), lors de la tenue du 5e Congrès de cette organisation qui s'est ouvert hier à l'hôtel El-Aurassi.***

**Salah Benreguia – Alger (Le Soir) -** Ainsi, pas moins de 40 wilayas ont pris part à ce congrès consacré à l'élection du secrétaire général de l'UGCAA et aux différentes structures (bureau national…). L'élection de Salah Souileh s'est faite d'une manière très particulière en ce sens qu'elle s'est déroulée juste au début des travaux, et ce, en présence du ministre du Commerce et du secrétaire général du FLN. L'organisation de ce 5e congrès se tient dans un contexte particulier dans la mesure où l'UGCAA vit, depuis plusieurs années, un conflit sans précédent qui a divisé les rangs de l'Union des commerçants en deux parties. D'ailleurs, depuis quelques années, deux ailes (celle de Souileh et celle de Hadj-Tahar Boulenouar) s'affrontent et activent d'une manière normale ! Tout compte fait, c'est l'aile de Salah Souileh qui semble avoir les faveurs des pouvoirs publics, compte tenu de l'organisation de cette rencontre, à l'hôtel El-Aurassi, avec une présence «appuyée» du ministre Benyounès et également du secrétaire général du FLN. Amar Saâdani a même «félicité l'Union des commerçants qui a prouvé dans plusieurs occasions qu'elle est une organisation qui travaille pour l'intérêt général». De son côté, le ministre du Commerce a fait savoir que «l'UGCAA demeure ce partenaire traditionnel auquel fait appel le ministère du Commerce en cas de besoin, notamment lorsqu'il est question de problématiques relatives au secteur du commerce». Dans une déclaration à la presse, le secrétaire général de l'UGCAA a fait savoir que sa réélection à la tête de cette organisation «n'est qu'une réponse à l'appel lancé par les différentes organisations wilayales, et ce, durant l'organisation des pré-congrès des régions Est et Ouest pour briguer un autre mandat».

A la question de savoir si ce 5e congrès sera «fédérateur», en ce sens qu'il sera une occasion de réconciliation avec l'autre aile, M. Souileh a dit tout le mal qu'il pense de Boulenouar. «M. Boulenouar était un fonctionnaire au sein de l'UGCAA. On n'acceptera jamais son retour, lui qui n'existe qu'à travers la presse et active dans un garage» a-t-il tranché.

**S. B.**